

## ENSEIGNEMENT

# La pub entre écoles coûte 10 millions l'an

**Travailler par «bassin» pour éviter les doublons entre écoles et économiser ? La belle idée de Milquet que voici. Les syndicats ont quelques doutes.**

• Catherine ERNENS

**É**conomiser dans l'enseignement en faisant travailler les écoles par «bassin de vie» ? Les syndicats se disent ouverts au projet de Joëlle Milquet. Mais ils ont de gros doutes non seulement sur les économies qui se feront mais encore plus sur le côté opérationnel du chantier. « On a déjà travaillé sur ça avec les ministres Simonet et Schyns (les ministres de l'enseignement précédentes, cdH comme Joëlle Milquet, NDLR). Certains réseaux ont bloqué parce qu'ils veulent conserver " le patrimoine optionnel de leur école » », explique Johan Lismont (Setca enseignement).

Le gros problème aujourd'hui est la concurrence qui oppose les écoles entre elles. Et ce n'est pas qu'une question de concurrence entre réseaux. Au sein d'un même

réseau, les écoles se font la guerre pour attirer l'élève.

**10€ par élève et par an dépensé pour vanter son école**

La CSC a fait récemment une enquête pour chiffrer le coût de la concurrence qui fait rage entre nos écoles. Rien que pour les publicités faites par les écoles, 10 millions y passent. Cela correspond à 10 euros par an et par élève. Cela ne tient pas compte du coût des portes ouvertes ou autres opérations dont l'objectif est bien de « piquer » l'élève de l'école voisine.

*« Nos affiliés se plaignent beaucoup de l'attitude consumériste des parents qui menacent régulièrement de retirer leur enfant de l'école s'ils n'obtiennent pas gain de cause. Et les directeurs sont sensibles à l'argument parce que s'ils perdent trop d'élèves, ils perdent des subsides »,* argue Eugène Ernst (CSC-enseignement).

*« Nous avons déjà fait des démarches il y a 15 ans pour que ces publicités s'arrêtent. Mais pour l'enseignement libre, par exemple, nous sommes face à la liberté des ASBL »,* appuie Johan Lismont. Une commission sur la concurrence déloyale entre écoles a été mise sur pieds du temps de Marie Arena (alors ministre de l'Enseignement

PS). Elle a réglé le pire. Mais pas tout.

**La concurrence à coups de taux de réussite**

Notre système scolaire reste un marché où l'on se tire dans les pattes. Et cela coûte cher. Se faire concurrence, c'est aussi ouvrir de plus en plus d'options. Ou ouvrir des options « plus ludiques » qui séduisent les jeunes mais pas forcément le marché du travail. Louverture d'une immersion linguistique est une autre façon de faire concurrence aux écoles voisines. Parfois, une école le fait pour sauver les meubles, parce qu'elle a trop peu d'élèves. Parfois, c'est une manière de choisir son public, d attirer des enfants favorisés.

*« Dans deux écoles d'une même petite ville que je connais, l'une claironne que 90 % de ses élèves sortis de rhétos réussissent dans le supérieur. Une autre école voisine n'affiche que 60 % de rhétos qui réussissent dans le supérieur. Mais cette dernière école a, elle, amené 60 % de ses élèves qui étaient en première secondaire en dernière secondaire. L'autre en a semé 70 %. C'est aussi ça la concurrence entre écoles »,* explique Eugène Ernst. Un taux de réussite élevé peut être l'arbre qui cache une forêt d'echecs. ■

## « M<sup>me</sup> Milquet, donnez nous l'épure budgétaire »

Tout va très bien Madame la ministre de l'Enseignement qui était partout pour la rentrée du 1<sup>er</sup> septembre ? Les syndicats ne l'entendent pas de cette oreille. Le discours bien optimiste de Joëlle Milquet les rend craintifs.

« Nous voulons l'épure budgétaire » réclame Eugène Ernst de la CSC-enseignement. « On n'a aucune réponse alors qu'on sait très bien que c'est l'enjeu le plus crucial de la législature. La déclaration politique est ambitieuse, magnifique mais ne dit rien ». Et le syndicaliste de rappeler qu'il a fallu attendre de soumettre Rudy Demotte (ministre-président de la Fédération PS) à la question pour

qu'il avoue 150 millions d'efforts à faire. « Donc nous ne sommes pas rassurés ».

Joëlle Milquet a assuré avec force et aplomb qu'elle ne toucherait pas aux salaires des profs ni à l'encadrement ou aux prestations. Les deux seules pistes d'économies évoquées concernent la non-indexation des subsides de fonctionnement et éviter les doubles emplois dans les bas salaires scolaires. « Ça ne suffira pas, on le sait déjà » appuie Eugène Ernst.

Même son de cloche du côté du syndicat socialiste. « On est assez pessimiste. On parle d'économies et en même temps on met l'enseignement à toutes les sau-

ces. On craint bien que l'enseignement souffrira. Et si ce n'est pas le cas, ce sera sur le dos des autres secteurs non marchands comme l'aide à la jeunesse ou la petite enfance. Ça ne va pas » dénonce Johan Lismont du SEL (Setca-enseignement libre).

Le SEL rencontre justement aujourd'hui la ministre Milquet et compte bien obtenir des réponses à ses lourdes inquiétudes. « Le discours 'optimisation des moyens' c'est quoi ? La lutte contre l'échec scolaire, ça ne va pas permettre de faire donner des résultats en termes d'économies avant au moins dix ans, il ne faut pas leurrer les gens » fait remarquer Johan Lismont. ■ **C Ern**